

Macron, la Caraïbe et le nouvel enjeu climatique

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

31 août 2018

Emmanuel Macron se rend en Guadeloupe et à Saint-Martin à la fin de ce mois de septembre. Il tient la promesse de venir constater la reconstruction de Saint-Martin. On parlera du concours financier de l'État. Benjamin Griveau, porte-parole du gouvernement, a évoqué 500 millions d'euros à la sortie du conseil des ministres qui a acté le voyage du chef de l'État. Il sera question de normes et de règles plus strictes de la construction, de nouvelles exigences quant au plan d'occupation des sols. Fort bien. La problématique soulevée par la dévastation et la reconstruction de Saint-Martin à la suite du passage d'Irma dépasse toutefois Saint-Martin. Elle concerne aussi la Guadeloupe et toute la région Caraïbe.

Le sujet a été mis en lumière à la conférence de Versailles qui s'est tenue le 12 décembre 2017 sur le réchauffement climatique. Il s'agit de faire face aux événements extrêmes dans les états insulaires. Mieux, lors de cette conférence, la communauté internationale a décidé d'ériger la région Caraïbe en zone prioritaire face aux dangers climatiques. Elle doit à ce titre profiter de tous les moyens disponibles. Elle est selon le jargon utilisé lors de cette conférence la "*climate smart zone*". Emmanuel Macron qui a clôturé cette conférence de Versailles a annoncé dans son discours "*la création d'un fonds public/privé avec trois milliards de dollars déjà mobilisés*". Nous aurions aimé que le sujet soit abordé lors de la visite du chef de l'État. Il serait bon que les Guadeloupéens en soient informés. À défaut de voir les élus s'en intéresser.

Ces derniers ont boycotté unanimement la seule manifestation organisée sur le sujet en Martinique avec des parlementaires européens du Modem et du parti démocrate européen en avril dernier. Comment faire face aux prochaines catastrophes ? Cette question devrait interpeller les décisions qui portent sur l'aménagement du territoire et partant, les

élus. Comment nos entreprises peuvent-elles participer aux nouvelles opportunités qui se feront jour ? Comment pouvons-nous valoriser nos savoir-faire ? Et aussi comment préparer la population au contexte de son environnement futur. La démission du ministre Nicolas Hulot ne doit pas mettre fin à tout espoir de se préparer aux défis climatiques qui attendent la Caraïbe.